



## Interview

### Etes-vous encore agriculteur ?

Certains pensent que non. L'activité agricole ne représente que 4% de notre chiffre d'affaires. C'est l'essentiel de notre image, avec la cueillette à la ferme, les fermes pédagogiques, les magasins fermiers ou encore, la livraison de paniers de fruits dans les entreprises. Surtout, c'est ce qui nous motive, nous passionne et nous amène à saisir des opportunités. Nous avons ainsi repris, fin 2017, la dernière ferme maraîchère de Saint Denis : 2,5 ha en monoculture de salades au cœur de la banlieue parisienne. La commune a choisi de les sanctuariser et nous avons signé un bail à long terme de 25 ans. C'est le signe d'un autre temps !

### Vous parlez quand même de 3<sup>e</sup> révolution !

A cause de la digitalisation évidemment. Mais aussi, poussé par un flot nouveau de demandes qui nous ramène dans la dynamique d'après-guerre avec ces migrations géographiques qui remuent le landerneau agricole et tirent vers les améliorations techniques. A Versailles par exemple, en trois ans, plusieurs propriétés ont changé de mains. Onze personnes se lancent sur 3 à 200 ha, là où il y avait trois exploitants depuis trente ans.

Le contraste est saisissant. D'un côté, des syndicats dans un combat compliqué, qui n'insistent que sur les ennemis de l'extérieur (Mercosur, Ceta, UE...) et ceux de l'intérieur (la suradministration, la distribution...). De l'autre, une vision urbaine et médiatique qui, elle, croit au renouveau de l'agriculture en ville et voit dans le circuit-court la voie unique de rédemption des agriculteurs devenus esclaves malgré eux d'un système ! C'est un choc de culture.

En même temps, le monde agricole change. La notion de groupe, de réseau, renaît à condition qu'il y ait passion commune, partage d'intérêts. Ces agriculteurs savent que leur destin économique vient de l'ouverture d'esprit.

### Comment penser autrement l'agriculture ?

Il faut se rappeler que l'agriculteur est un pilier du territoire, créateur de valeur ajoutée. C'est aussi le pilier de l'alimentation saine et un pilier de solidarité. Les fermes ont toujours été des lieux d'accueil et d'emplois. Quand on est ces trois piliers, on ne peut pas avoir le rapport à la population que l'on a aujourd'hui. Il y a divorce. On doit, dans sa communication propre d'entreprise et dans la communication collective, changer de ton et d'état d'esprit. Et pour ça, il faut parler avec des outils de communication qui affichent trois choses : optimisme, bonne humeur et humour. Si vous n'avez pas les trois, vous ne communiquez plus avec la société. Vous ennuyez les gens !

### Quelles politiques publiques doivent accompagner cette mutation ?

D'abord, je pense que la société est parfaitement prête à entendre qu'il y ait un soutien agricole très ambitieux. La nécessité d'être autosuffisant en cas de conflit, pourrait être un argument avancé, comme c'est le cas en Suisse. Mais la société ne veut payer que pour une agriculture ouverte. Il faut arrêter de recevoir gratuitement du public sur sa ferme. L'accueil, c'est un métier et du temps. Or, si le temps n'a pas de valeur, il n'est pas respecté. Un temps d'exploitant agricole c'est au moins 50 €/h. Je pense foncièrement que la société n'attend que ça. Elle est en quête de sens.

Pour moi, un soutien socialement acceptable est possible à quatre niveaux. Il faut préserver le foncier évidemment, pour garder des actifs. Cela passe par une fiscalité adaptée à la transmission des outils et un zonage strict pour que les jeunes s'inscrivent dans le temps. Il faut aussi réorienter les aides régionales pour soutenir des investissements ciblés sur des filières stratégiques localement, comme les agricultures spécialisées, les bioénergies, etc. C'est l'effet booster pour des jeunes qui s'installent et qui voient le temps long. Il faut surtout remettre à plat la formation. On a aujourd'hui des gens surdiplômés qui veulent faire de l'agriculture. C'est incroyable ! Sauf qu'ils la font en ville et font de la poésie. Comment les raccroche-t-on à la vraie vie ? Comment intègre-t-on cet enthousiasme, cette intelligence ? Par contre, l'agriculture n'a plus d'encadrement intermédiaire. La réforme de l'apprentissage sur le modèle des compagnons du devoir permettrait aux jeunes de faire l'expérience de la diversité agricole : bio, non bio, high tech, low tech... Enfin, l'agriculture a besoin d'une politique des prix dignes. Tout le monde le dit, peu le font. La contractualisation sur le temps long est très importante.